Le pouvoir aux travailleurs

04 Décembre 2016

N° 228

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- ŒUVRER POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS …… 2 - 3
- LES FONCTIONNAIRES DISENT NON AUX ATTAQUES CONTRE LEUR RETRAITE …… 4
- ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LES CLASSES LABORIEUSES NE SERONT PAS REPRESENTÉES …… 5
- HALTE AUX RACKETS ! …….…….. 5
- UNE LEÇON DE SOLIDARITÉ À RETENIR …… 5 - 6
- CE N'EST PAS LE MANQUE D'EAU POTABLE QUI TUE : C'EST LE CAPITALISME ! ……... …….. 6 - 7
- L'OBSCURANTISME A DE BEAUX JOURS DEVANT LUI !……. 7 - 8
- CGC-TIEBISSOU : UNE MOBILISATION VICTORIEUSE !……... 9 - 10
- L'ARGENT CIRCULE À FLOT, SAUF DANS LA POCHE DES TRAVAILLEURS …… 10
- FÊTES DE FIN D'ANNÉE DIFFICILES POUR LES TRAVAILLEURS ……... 10 - 11
- CUBA : LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES ET LEUR HAINE CONTRE FIDEL CASTRO ……... .. 12 - 13

E d i t o r i a l

ŒUVRER POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

Les fonctionnaires ont fait une grève, du 7 au 11 novembre. Plusieurs secteurs ont été touchés : hôpitaux, écoles et administration.

Ce qui a déclenché la grève, c'est une attaque du gouvernement contre les travailleurs de la Fonction publique. Leur pension de retraite a baissé, alors que la cotisation qu'ils payent tous les mois a augmenté. Le gouvernement veut ramener la retraite dans le service public au niveau du secteur privé, au lieu de faire l'inverse !

Les travailleurs ont profité de ce mouvement pour avancer des revendications accumulées depuis des années. Parmi elles, il y a l'intégration dans la Fonction publique des journaliers employés par l'état. En effet, de nombreux travailleurs ont un statut de journalier, aussi bien dans les hôpitaux que dans l'administration ou dans les écoles, alors que certains ont plusieurs années de service. Parmi eux, il y en a qui continuent à être payés à l'ancien Smig et n'ont pas bénéficié des 8% d'augmentation décidée pourtant par le gouvernement lui-même et théoriquement effective depuis janvier 2015.Les enseignants, de leur côté, exigent le paiement de certains arriérés qui leurs sont dus.

L'Etat ne manque pourtant pas d'argent pour payer grassement ses ministres, ses députés et ses hauts dignitaires à hauteur de plusieurs millions de francs chacun tous les mois, sans compter leurs voitures luxueuses et en villas de haut standing au frais de la princesse ! Il sait trouver les milliards de francs pour doter ses forces armées en armement et en équipement modernes.

De même que le gouvernement trouve aussi de l'argent quand il s'agit de financer les gros capitalistes. Ainsi, la plupart des grosses entreprises bénéficient d'exonération de la TVA et souvent même des droits de douanes. Tout cela coûte des centaines de milliards de francs.

La vérité, c'est que le gouvernement enlève de la poche des travailleurs pour remplir les coffres des riches et engraisser les parasites au pouvoir !

Face aux grévistes, le gouvernement refuse pour l'instant de satisfaire à leurs revendications en qualifiant leur grève d'« *illégale* ». Il a même menacé de couper leurs salaires s'ils ne reprenaient pas le travail. En somme, le gouvernement se comporte avec le même mépris envers les travailleurs que n'importe quel capitaliste qui exploite dans le bâtiment ou dans les zones industrielles !

Ces menaces n'ont pas empêché la grève d'être reconduite dès la semaine qui a suivi, du 16 au 18 novembre, à l'université de Cocody, par l'Intersyndical du Personnel administratif et technique (Pat).

Les grévistes ont repris le travail mais ce n'est pas sans avoir auparavant mis en garde le gouvernement, pour qu'il réponde à leurs revendications, au plus tard en janvier 2017. Un nouveau préavis de grève a été déposé dans ce sens pour le 13 janvier.

Ce qu'on peut souhaiter de mieux pour cette fin d'année 2016 et le début de 2017, c'est que les travailleurs, qu'ils soient du public ou du privé, surmontent les divisions corporatistes et syndicales pour trouver le chemin de l'union.

Ensemble, ils auront encore plus de moyens de faire payer le gouvernement et le patronat !

L E U R S O C I E T E

LES FONCTIONNAIRES DISENT NON AUX ATTAQUES CONTRE LEUR RETRAITE

La réforme de la retraite est au cœur des revendications du mouvement de grève qui secoue la Fonction publique. Son objectif est de faire économiser de l'argent à l'Etat sur le dos de ses petits retraités. Elle a été votée sans publicité ni tapage il y a quatre ans mais sa mise en œuvre est récente. Elle permet à l'Etat de se désengager de la CGRAE (Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État).

Les premiers retraités qui ont commencé à subir les conséquences de cette nouvelle réforme ont vite compris de quoi il en retournait. Et c'est grâce à eux que d'autres employés de l'Etat ont pris conscience que ce sont eux tous qui sont visés par cette loi scélérate.

Les reformes principales de cette nouvelle loi concernent le mode de calcul de la pension, le « *taux de rendement* », les conditions pour bénéficier des pensions pour les veufs ou veuves.

Les salaires des fonctionnaires se calculent grâce à des indices. Ainsi, auparavant c'est l'indice de départ à la retraite le plus élevé qui servait de base de calcul pour la pension. Maintenant c'est la moyenne des indices sur cinq ans qui est utilisée, ce qui diminue forcément le montant de la pension.

De plus, Le taux de rendement est passé de 2% à 1,75% or c'est par ce taux qu'on multiplie le nombre d'années de fonction. Il détermine le pourcentage du salaire en activité qui servira de pension. Une telle baisse du taux de rendement diminue immanquablement le pourcentage de salaire qui servira de pension.

En outre, auparavant, tous les enfants du retraité étaient pris en compte pour la bonification de la pension, quel que soit le nombre d'enfants. Ainsi, s'ajoutait 10% de la pension pour chaque enfant. Cette réforme limite le nombre d'enfants pris en charge à 3. Même les veuves et orphelins ne sont pas épargnés.

Auparavant, le retraité percevait des allocations familiales pour ses enfants, même quand ceux-ci arrivaient à l'âge de la retraite. Ceux qui avaient beaucoup d'enfants percevaient une allocation pour famille nombreuse.

C'est à tout cela que la reforme met fin. Or, à part quelques-uns, la majorité des fonctionnaires de l'État ont de bas salaires. Ce n'était que justice si on leur permettait de survivre une fois parvenu à la retraite. Bien qu'on dise qu'ils ont une pension souvent supérieure à leur salaire, beaucoup d'entre eux vivotent. Mais avec cette réforme, leurs conditions d'existence vont s'aggraver davantage. Voila pourquoi la colère des petits salariés de l'Etat est grande.

Ils ont mille fois raison de se battre en se mettant en grève. C'est la seule manière de se faire entendre et de faire ravaler aux dirigeants de ce pays tout leur mépris envers les plus démunis.

L E U R S O C I E T E

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LES CLASSES LABORIEUSES NE SERONT PAS REPRESENTÉES

Les élections législatives sont prévues avant la fin du mois de décembre. C'est le branle-bas et la course à l'échalote dans les différentes chapelles politiques. Foire d'empoignes pour être en meilleure position, délation, torpillage et croc-en-jambe vont bon train. Les alliances se font et se défont au gré des intérêts du moment. L'épisode de l'éjection récente de deux ministres du gouvernement nous en a fourni une illustration.

Ce qui intéresse tout ce beau monde ce sont des postes de sinécure. Ils vont parcourir les différentes localités en vue de gagner la voix des électeurs à travers des discours démagogiques. Mais une fois élus, adieu les promesses faites aux électeurs … jusqu'à la prochaine campagne. Ces gens-là ne font pas partie du monde du travail. Les travailleurs n'ont intérêt ni à accorder leurs voix ni un quelconque crédit à leurs discours mielleux.

HALTE AUX RACKETS !

À Niamoin, une petite ville dans la région Lobi, un affrontement entre population et gendarmes a fait quatre morts dont deux civils.

L'origine de cet affrontement, un racket des gendarmes qui a mal tourné. C'était un jour de marché, un jour faste pour les gendarmes dont le travail ce jour-là consiste principalement à racketter les gens. C'est ainsi qu'ils ont tenté d'arrêter un homme qui a refusé de s'exécuter, sachant que c'est pour lui extorquer de l'argent. Les gendarmes lui ont alors tiré dessus. Aussitôt, l'information a circulé dans cette petite localité. Les habitants révoltés se sont alors attaqués à la gendarmerie.

Le gouvernement prétend pourtant que le racket des forces de l'ordre, c'est une vue de l'esprit. Une vue de l'esprit qui vient de coûter la vie de deux civils !

UNE LEÇON DE SOLIDARITÉ À RETENIR

À Toumodi, un enseignant a été tabassé par les policiers et écroué au commissariat. C'était sous le prétexte que celui-ci aurait frôlé leur véhicule avec sa moto. Le journal gouvernemental Fraternité Matin qui relate ce fait, n'explique pas les raisons de fond qui se cachent derrière.

L E U R S O C I E T E

N'y aurait-il pas là, par exemple, encore une histoire de racket ? Toujours est-il que l'enseignant était entre les mains de ses bourreaux quand ces collègues alertés sont venus le libérer, après de « *chaudes explications* » avec les policiers. Ils l'ont ensuite transporté à l'hôpital où il a reçu des soins et un certificat d'indisponibilité de 10 jours. Non contents de leurs forfaits, les policiers l'ont convoqué au commissariat le lendemain.

L'abus de pouvoir est d'autant plus flagrant, qu'il n'y avait aucune trace d'accident, ni sur la moto de l'enseignant, ni sur le véhicule des policiers. Les enseignants ont décidé d'accompagner leur collègue au commissariat, pour répondre ensemble à cette convocation. Les élèves ont aussi répondu présent en se rendant au commissariat pour exprimer leur solidarité.

Du coup, la peur a changé de camp. Les policiers ont appelé leurs collègues gendarmes à leur rescousse. Mal leur en a pris : ils ont été accueillis par des jets de pierres. Il a fallu alors la médiation du préfet pour mettre fin à cette protestation collective.

Voilà, une bonne leçon de solidarité, pour tenir tête aux forces de l'ordre !

FANCI, FDS, FRCI, FACI : MÊME CHOSE !

Les militaires ont encore changé de nom. Ils s'appelaient FANCI, sous Houphouët et Bédié, FDS sous Gbagbo, puis FRCI sous Ouattara-Soro. Maintenant, c'est devenu FACI, sous la « *3ème République* ».

Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le nom que le gouvernement donne à ces gens-là, ils restent les mêmes car ce n'est pas l'habit qui fait le moine. Leur nouveau camouflage ne peut pas faire oublier qu'ils ont tué, pillé, torturé et racketté. Les corps habillés sont des forces armées au service des capitalistes ! Ils sont crées pour servir les intérêts des Bolloré, des Bouygues, des Billon et autre Aga Khan, pour mâter les travailleurs quand ils se révoltent contre l'exploitation capitaliste qu'ils subissent !

CE N'EST PAS LE MANQUE D'EAU POTABLE QUI TUE : C'EST LE CAPITALISME !

Un forum international du « *réseau des experts pour l'approvisionnement en eau potable en milieu rural*» s'est tenu à Abidjan récemment. A cette occasion, 600 « *experts* » se sont retrouvés dans un hôtel luxueux de la place.

L E U R S O C I E T E

Selon les chiffres de l'UNICEF, une organisation des Nations Unies, 663 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. 800 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour de maladies liées à l'eau. Et qu'est-ce que ces prétendus experts nous proposent ? Une solution pour … 2030 ! Et d'ici là, des centaines de millions de personnes peuvent continuer à mourir !

C'est révoltant de constater que sur une planète où il ne manque pas d'eau, des personnes en meurent ! Et ce n'est pas à cause d'un problème technique ! On sait bien forer des puits pour extraire du pétrole, construire des pipelines pour transporter ce liquide sur des milliers de kilomètres, y compris sous la mer ! Pour quoi ne ferait-on pas pareil ou mieux pour l'eau potable ? Le problème c'est dans cette société capitaliste il n'y que ce qui rapporte du profit qui compte. Là, les moyens techniques ne font pas défaut.

Les dirigeants de ce pays, qui ont accueilli tout ce beau monde, prétendent avoir investi avec l'aide de leurs partenaires, 200 milliards en milieu urbain, pour répondre aux besoins en eau et qu'en milieu rural, ce sont 17 000 points d'eau qui auraient été réhabilités. Ce sont des mensonges !

Les habitants de quartiers pauvres de Gesco, Abobo et autres n'ont pas besoin de forum, ni d'experts pour se rendre compte de l'insuffisance d'eau potable et d'assainissement. Ils sont confrontés au manque d'eau quotidiennement. Les femmes sont obligées de parcourir plusieurs kilomètres pour s'en procurer. Et pourtant, ils sont en plein Abidjan !

En outre, le prix de l'abonnement à la société de commercialisation d'eau est à lui seul hors de portée de la bourse de la majorité de la population. Et même quand le compteur d'eau existe, il n'y a pas d'eau dans les robinets.

Dans certaines villes de l'intérieur, les robinets sont à sec durant des mois. Les populations sont obligées de se rabattre sur l'eau des puits ou des points d'eau, avec tous les risques de contaminations.

Alors, que ces bonimenteurs aillent raconter leurs salades ailleurs !

L'OBSCURANTISME A DE BEAUX JOURS DEVANT LUI !

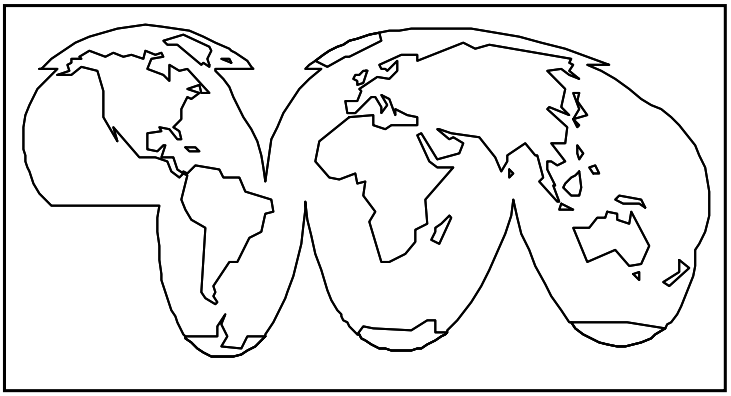
Les fins d'année sont toujours marquées par la recrudescence des accidents de la route. L'OSER, Office de la sécurité routière, mène des campagnes de sensibilisation contre les accidents de la route. La nouveauté cette année, c'est que les responsables de cette structure ont fait une apparition à la télé en compagnie de dignitaires religieux censés exorciser les « *génies* » prétendument responsables des accidents de la route. Ainsi ces autorités rejettent leur responsabilité sur des soi-disant « *forces maléfiques* ».

L E U R S O C I E T E

Ce n'est un secret pour personne que les routes sont en piteux état. Même l'autoroute du nord inaugurée il y a à peine quelques années, est déjà en état de dégradation sur certains tronçons. Les accidents sont monnaie courante. Et pourtant, l'Etat ponctionne un péage élevé qui devrait servir en principe à l'entretien de la route mais il se contente seulement de prendre les sous. Et puis, il y a le fait que les compagnies de transport, surtout en cette période de fête, donc de forte affluence, qui font pression sur leur personnel pour faire le maximum de trajets en moins de temps, au mépris de leur vie et de celle des passagers.

Venir sur les médias pour accuser des prétendus démons taxés d'être à la base des accidents de la route relève de l'irresponsabilité de la part des autorités. Ce genre d'attitude ne peut que renforcer l'obscurantisme au sein de la population. L'Etat et les patrons trouvent leurs comptes dans ce genre de baratin car cela leur permet de se dégager de leurs propres responsabilités.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CGC-TIEBISSOU : UNE MOBILISATION VICTORIEUSE !

La CGC est une entreprise chinoise qui exerce dans le BTP. C'est elle qui a en charge du bitumage de la voie Tiébissou - Didiévi. Mécontents des conditions de travail et des agissements inacceptables du patron, nous avons fait un arrêt de travail d'une semaine, ce qui ne s'était jamais vu sur ce chantier.

Cela fait presqu'un an que les travaux ont démarré. Durant tout ce temps, nous travaillons tous les jours sans repos, même les dimanches.

Nous avions demandé deux dimanches de repos par mois, mais la direction avait refusé et cela avait déclenché une grève. Mais elle n'avait pas été suivie par tous, faute d'organisation. De plus, les autorités de la localité et des cadres de la région avaient fait pression sur nous pour que le travail reprenne.

Malgré cet avertissement, les conditions de travail sont restées les mêmes. C'est ainsi que nous avons adressé une note à la direction pour l'informer que nous ne travaillerons pas le dimanche 6 novembre. Nous avions besoin de ce jour pour tenir une réunion entre nous afin de discuter de nos problèmes sur le chantier. La rencontre s'est bien tenue et nous nous sommes retrouvés à plus d'une centaine.

Le mardi qui a suivi, le patron a demandé à deux machinistes de rester chez eux durant 3 jours, sous prétexte que leurs machines étaient en panne. Ainsi, il pouvait décider selon ses convenances de priver de salaire certains d'entre nous, sans aucun égard.

Sauf que cette fois-ci, c'en était de trop ! À cette provocation, nous avons répondu collectivement par un arrêt de travail qui s'est transformé en une grève qui a duré 7 jours !

Au 3ème jour de grève, le Sous-préfet de la localité a été sollicité par la direction pour nous faire reprendre le travail. Ce fut sans succès. Nous en avons même profité pour poser une liste de revendications : majoration des jours fériés et des dimanches, recasement systématique des machinistes à d'autres postes en cas d'indisponibilité des engins. Comme condition de reprise, nous avons également exigé le paiement des jours de grève.

C'est ainsi que le lundi 14, le Sous-préfet flanqué du directeur du travail de la région, a repris la négociation. Elle s'est déroulée sous la pression des camarades qui attendaient fermement devant la salle. La direction a fini par accepter toutes nos revendications, y compris de payer 5 jours de grève sur 7. Le travail a repris le mardi 15 novembre.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Encouragés par cette victoire, 10 jours plus tard, nous avons déposé une liste de revendications d'une quinzaine de points. Cette fois-ci, la rencontre s'est tenue dans les locaux de l'Inspection du travail de Yamoussoukro, le jeudi 01 décembre.

La direction s'engage à réajuster les salaires de ceux parmi nous qui sont payés en dessous du barème, avec rappel. Elle s'engage aussi sur le rappel de la majoration des heures de travail de tous les dimanches que nous avons travaillés depuis tout ce temps. Par ailleurs, notre contrat de travail a été considéré comme un contrat à durée indéterminée. Ce qui nous donne la possibilité de bénéficier des congés payés ainsi que d'autres droits. Les heures supplémentaires seront désormais pointées avec la majoration.

Pour l'instant, ce ne sont que des engagements sur papier. Nous sommes bien conscients qu'il faudra rester mobilisé pour contraindre la direction de les respecter.

L'ARGENT CIRCULE À FLOT, SAUF DANS LA POCHE DES TRAVAILLEURS

On assiste aujourd'hui à une ruée des banques sur la zone industrielle de Yopougon. Les terrains vides sont immédiatement occupés par ces établissements financiers. Certaines surgissent au bord de la clôture d'une usine. Ainsi la SGBCI a ouvert une grande agence récemment. La BICICI est présente, la NSIA aussi, de même que DIAMOND BANK et bien d'autres. Ces établissements financiers ne se ruent pas sur cette zone industrielle pour rien. Ils sont attirés par l'odeur des bonnes affaires. Cela signifie que l'argent circule en plus grande quantité et la présence soudaine de toutes ces banques est là pour le prouver.

En effet, Il y a les nouvelles usines qui poussent de toutes parts. Nestlé vient d'ouvrir une nouvelle usine. MONDI vient de terminer son usine d'emballage biodégradable. SOTACI a terminé son unité de production de plafond industriel. Plusieurs autres usines anonymes sortent de terre. Autant dire que les affaires vont bien pour les riches.

FÊTES DE FIN D'ANNÉE DIFFICILES POUR LES TRAVAILLEURS

Le mois de décembre rime avec les fêtes de fin d'année. Les grands magasins ont déjà mis leurs habits de fête. Guirlandes, cloches, dorures et lumières chatoyantes ornent leurs façades. Même les petits commerçants ne sont pas en reste. Les jouets, vêtements et autres articles de fête attendent les potentiels clients. Seulement dans les quartiers ouvriers, les commerçants vont devoir patienter.

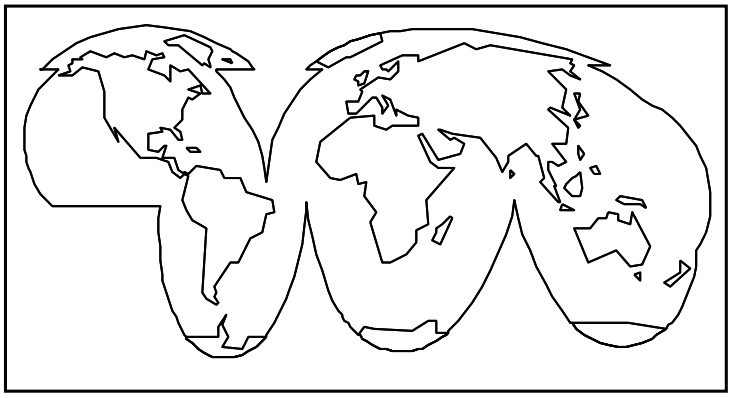
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

On ne s'y est pas encore totalement remis des dépenses de la récente rentrée scolaire et maintenant il faut affronter ces prochaines fêtes. Même en temps normal c'est déjà caillou, alors pour les fêtes ?

Le revenu moyen d'une famille ouvrière tourne autour de 120.000 F. Une fois qu'on a enlevé le loyer et le transport que reste-t-il ? Les fêtes se résumeront tout au plus à l'achat de poulets pour améliorer les repas. Il y a des vêtements de fête qu'on se passe d'ainé à cadet. Pour les jouets, c'est encore plus incertain.

Cette situation est déjà très dure, mais elle ne fait qu'empirer au fil des ans. Il n'en est pas de même pour les classes riches pour qui c'est la bombance toute l'année. Mais le jour où les exploités se révolteront et dirigeront le pouvoir, cela va changer. C'est le meilleur vœu que nous pouvons souhaiter aux travailleurs à l'occasion de cette fin d'année.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CUBA : LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES ET LEUR HAINE CONTRE FIDEL CASTRO

Fidel Castro est décédé le 25 novembre dernier à l'âge de 90 ans. Il a été le principal dirigeant de la révolution cubaine qui a renversé le régime dictatorial et pro-américain de Fulgencio Batista, le 1er Janvier 1959. Castro a dirigé l'Etat cubain jusqu'en 2006. C'est son frère Raul, lui aussi dirigeant de la première heure de la révolution cubaine, qui le remplaça à la tête de l'Etat.

Les principaux dirigeants des pays occidentaux, à commencer par Obama et son futur remplaçant Trump mais aussi Hollande et consorts, ont boudé la cérémonie des funérailles de Castro. Eux et leurs grands médias anticommunistes qui font l'opinion ont saisi l'occasion pour déverser, une fois de plus, leur haine contre le régime castriste.

Ils se placent comme des champions en matière de « *droits de l'homme* » et reprochent à Castro d'avoir été un dictateur qui aurait dirigé son pays en terrorisant son peuple. Mais ce sont ces mêmes dirigeants impérialistes qui font des salamalecs aux émirs et aux rois des pays du Golfe persique qui comme on le sait sont des références en matière de droits humains ! Faut-il rappeler qu'en Arabie Saoudite, le principal allié des pays riches dans le Moyen Orient, les femmes n'ont pas encore le droit de vote, pas le droit de conduire une voiture, pas le droit de sortir sans être accompagnée par un membre masculin de la famille et sont lapidées en cas d'adultère ?

Les dictateurs africains peuvent être accueillis à bras ouverts au palais de l'Elysée ou à la Maison Blanche et sont affublés de titre de « *démocrates* » ou de « *bonne gouvernance* » parce qu'ils sont des alliés fidèles de leurs maîtres de Paris ou de Washington.

A-t-on jamais entendu par exemple Hollande ou ses prédécesseurs dénoncer à vive voix le pouvoir mauritanien qui emprisonne jusqu'à nos jours les militants anti-esclavagistes ? Ils ont toujours gardé le silence sur la perpétuation de l'esclavage dans ce pays qui fut une des colonies françaises en Afrique. Les dirigeants de l'impérialisme nord-américain font de même avec les dictatures sud-américaines. Ils avaient soutenu par exemple le régime sanguinaire de Pinochet au Chili après l'avoir aidé à renverser Salvador Allende par un coup d'Etat en 1973.

Ils ont une aversion particulière contre le régime cubain parce que celui-ci, malgré le blocus, malgré les pressions et les tentatives de coups de forces, ne s'est jamais plié à leurs désidératas. Les dirigeants du monde impérialiste, et plus particulièrement ceux des Etats-Unis, ex-puissance dominatrice de Cuba du temps du dictateur Batista, n'ont jamais toléré que Cuba échappe à leur domination économique et politique. Près de 58 ans après l'insurrection populaire qui a porté Fidel Castro au pouvoir, leur haine est encore vivace à l'encontre du régime castriste.

L'embargo qui dure depuis plus d'un demi-siècle et les pressions de toutes sortes que l'impérialisme nord-américain continue d'exercer sur l'Etat

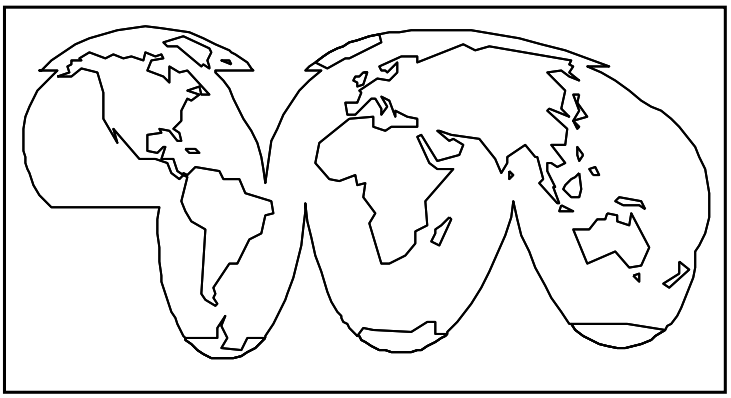
cubain font souffrir la grande majorité de la population de ce petit pays. Il est obligé, faute de ravitaillement, de rationner la nourriture et de contourner le blocus comme il peut, notamment grâce à l'aide de l'URSS jusqu'au début des années 1990.

Mais malgré cela, ce petit pays a tenu bon. Selon le classement du Fond monétaire international (FMI) de 2016 (pour l'année 2015), Cuba est au 67ème rang sur 188 pays en Produit intérieur brut (PIB). Il est au 33ème rang en espérance de vie et 30ème en matière d'éducation. Selon certains spécialistes, il serait même devant les Etats-Unis dans le domaine de la mortalité infantile. Cuba exporte ses médecins en Haïti et en Afrique, particulièrement en Angola et au Mozambique. C'est aussi dans ces deux pays africains (anciennes colonies portugaises) que les soldats cubains ont aidé le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) lorsqu'ils luttaient pour l'indépendance de leur pays. C'était à l'époque de la « *Guerre froide* » qui opposait le bloc occidental et l'URSS. Les pays occidentaux, les USA en tête et leurs alliés sud-africains tenants de l'apartheid, soutenaient militairement les mouvements nationalistes anti-communistes. 5000 soldats cubains ont trouvé la mort en Angola en participant aux combats auprès du MPLA, alliés de l'URSS.

L'impérialisme américain continue de punir Cuba pour tout cela, il continue aussi de le punir pour avoir voulu encourager des insurrections paysannes dans leur chasse gardée de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, après tant d'années d'embargo nord-américain, le peuple cubain est au bord de l'asphyxie mais il continue de soutenir majoritairement le régime castriste, en témoignent les centaines de milliers de gens qui sont venus participer aux funérailles de Castro pour lui rendre un dernier hommage. Rien que cela est une claque pour les dirigeants de la plus grande puissance impérialiste mondiale que sont les Etats-Unis.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.